

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALEMAY 1979
UNSA COLLECTION
CONSEIL
DE SÉCURITÉDistr.
GÉNÉRALE

A/34/219

S/13294

3 mai 1979

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
CHINOISASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-quatrième session
Point 11 de la liste préliminaire^{*}
RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉCONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-quatrième année

Lettre datée du 3 mai 1979, adressée au Secrétaire général par le chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'un discours prononcé le 26 avril 1979 par Han Nianlong, chef de la délégation gouvernementale chinoise et vice-ministre des affaires étrangères, à la seconde séance plénière des négociations sino-vietnamiennes. Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de ce discours comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 11 de la liste préliminaire et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent par intérim de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) LAI Yali

* A/34/50.

ANNEXE

Discours prononcé le 26 avril 1979 par Han Nianlong, chef de la délégation gouvernementale chinoise et vice-ministre des affaires étrangères, à la seconde séance plénière des négociations sino-vietnamiennes

Votre Excellence Phan Hien, chef de la délégation gouvernementale de la République socialiste du Viet Nam; collègues de la délégation gouvernementale vietnamienne :

Nous nous réunissons aujourd'hui pour la deuxième fois dans le cadre des négociations entre les Gouvernements chinois et vietnamien. La délégation gouvernementale chinoise a depuis longtemps fait comprendre sans ambiguïté possible que nous souhaitons sincèrement, par les négociations en cours, rechercher des mesures pratiques pour régler les différends qui séparent les deux pays et rétablir entre eux des relations normales pour répondre aux vœux ardents des peuples chinois et vietnamien et des peuples de tous les pays à cet égard.

Il est extrêmement regrettable qu'au moment où s'ouvraient les négociations, on ait, du côté vietnamien, entrepris sans scrupule, dès la première séance plénière, de mélanger le vrai et le faux, de déformer les faits et de fabriquer des mensonges pour attaquer calomnieusement la Chine et ses dirigeants, et de rejeter sur elle la responsabilité de la détérioration des relations amicales entre les deux pays et du conflit armé le long de la frontière. Le problème de savoir qui a causé la détérioration des relations amicales entre la Chine et le Viet Nam et provoqué le conflit armé le long de la frontière est une question de principe d'une importance majeure. Phan Hien, chef de votre délégation n'a-t-il pas déclaré dans son discours "Ce n'est pas sans raison que nous souhaitons une fois de plus ici établir clairement qui est l'agresseur dans cette guerre"? Je tiens donc, dans mon intervention, à traiter plus particulièrement de ce sujet et à établir sans conteste qui a cherché à maintenir les relations entre la Chine et le Viet Nam et qui les a fait se détériorer, qui a agi en provocateur et qui a combattu pour se défendre.

La frontière sino-vietnamienne était à l'origine une frontière de paix et d'amitié. Dans leur combat commun contre l'impérialisme, les peuples chinois et vietnamien se sont appuyés mutuellement et ont combattu coude à coude, tirant parti de la proximité géographique favorable de leurs pays, qui relie des chaînes de montagnes et des vallées communes. Pendant des décennies, que ce soit au cours des guerres menées par le Viet Nam pour le salut national face à l'occupation française et à l'agression des Etats-Unis ou pendant la période de paix de l'après-guerre, la Chine n'a jamais failli à ses obligations internationalistes. Des milliers de Chinois sont morts en martyrs et ont répandu leur sang sur le sol vietnamien. La sueur et le labeur des spécialistes chinois ont contribué à édifier des centaines d'usines et d'autres projets entrepris avec l'aide de la Chine. Le Viet Nam est le plus grand bénéficiaire de l'aide chinoise, ayant reçu de la Chine une aide évaluée à des dizaines de milliards de yuan renminbi. La Chine a d'elle-même offert son sol comme base de repli sûre pour appuyer les guerres de résistance et d'édification nationale du Viet Nam, et les habitants chinois des régions frontalières, en particulier, y ont

spécialement contribué. C'est par les frontières chinoises que de vastes quantités d'armes et de munitions, de matériel par séries entières, de machines, de véhicules, de carburant, de céréales, de vêtements, de couvertures et d'autres formes de ravitaillement ont été transportées en un flot continu vers le Viet Nam, par le rail et la route, à partir des ports et des terrains d'aviation, par pipelines et le long d'étroits sentiers de montagne. Les Chinois frontaliers ont chaleureusement reçu et abrité leurs frères et soeurs vietnamiens qui traversaient la frontière pour tenter d'échapper aux bombardements impérialistes. Quand il y avait pénurie de céréales alimentaires au Viet Nam, ils préféraient manger eux-mêmes des céréales secondaires afin d'avoir assez de riz à donner au peuple vietnamien. Les hôpitaux de la province chinoise du Yunnan et de la région autonome du Guangxi ainsi que ceux d'autres régions de la Chine ont traité et soigné avec une attention méticuleuse les Vietnamiens malades ou blessés. Dans les deux régions mentionnées ont longtemps fonctionné des hôpitaux et des écoles que les Vietnamiens y avaient établis en même temps que des bases d'appui de la révolution du Sud-Viet Nam. Après que Radio-Hanoi eut été endommagée par les bombardements des Etats-Unis, une station de radio de la province chinoise du Yunnan a immédiatement entrepris de relayer ses programmes afin que la voix du Viet Nam continue à se faire entendre dans le monde entier. Les habitants frontaliers de nos deux pays sont les meilleurs témoins de nos relations d'amitié dans les bons et dans les mauvais jours. Le peuple chinois a fait ce qu'il a pu pour soutenir le peuple vietnamien et l'aider à résister à l'agression impérialiste, à défendre l'indépendance nationale et à réunir les deux parties du pays. Le peuple chinois n'a jamais fait défaut au peuple vietnamien.

Avec la signature des Accords de Paris en 1973, le peuple vietnamien a remporté la victoire dans la guerre de résistance qu'il menait contre l'agression américaine, pour le salut national. Le peuple chinois s'est sincèrement réjoui de la victoire du peuple vietnamien et l'en a félicité, la considérant comme sa propre victoire. Il ne pouvait imaginer alors que les autorités vietnamiennes, poursuivant des visées expansionnistes inavouables, s'aliéneraient par leur manque de scrupule et de coeur, leur ancien ami et pointerait leurs canons sur la Chine. A partir de 1974, du fait de leurs actions, les différends ont succédé aux différends et les accrochages se sont multipliés à la frontière sino-vietnamienne, naguère amicale et paisible. En 1974, on a compté une centaine d'incidents de frontière et en 1975, plus de 400. Cette même année, les autorités vietnamiennes ont envahi et occupé à la face du monde, par la force des armes, certaines des îles chinoises du groupe Mansha. En 1976, le nombre des incidents a été supérieur à 900 et en 1977 à 700. La Chine s'est efforcée à maintes reprises, par des avis donnés au Viet Nam, de préserver l'amitié et l'unité des deux peuples et maintenir la paix et la tranquillité à la frontière sino-vietnamienne, et a proposé que les deux gouvernements engagent dès que possible des négociations sur les questions de frontières en vue de régler ce problème une fois pour toutes par voie de négociations amicales. Or le Viet Nam non seulement a fait traîner les choses en longueur et cherché à saboter les négociations, mais a redoublé d'efforts pour susciter des incidents et leur donner une ampleur toujours plus grande.

Au début de 1977, lorsque les autorités vietnamiennes ont commencé à concentrer des forces le long de la frontière sino-vietnamienne en vue de préparer une guerre contre la Chine, elles se sont mises en devoir d'instituer un cordon sanitaire, rejetant en territoire chinois de nombreux nationaux chinois et citoyens vietnamiens qui depuis des générations vivaient dans la zone frontière. Plus tard, elles ont intensifié leurs activités antichinoises dans tout le Viet Nam, traitant les nationaux chinois en ennemis même lorsqu'ils avaient apporté leur contribution positive à la cause révolutionnaire du Viet Nam, les persécutant cruellement et les expulsant en nombre considérable. La Chine a fait de grands efforts pour trouver une solution raisonnable au différend qui sépare les deux pays sur la question des résidents chinois et a envoyé une délégation officielle à Hanoï en août et en septembre de l'année dernière en vue de négocier. Malheureusement, les négociations ont échoué sur l'attitude de sabotage et d'obstruction manifestée par le Viet Nam. Loin de limiter les persécutions et les expulsions de nationaux chinois, le Viet Nam a eu recours à des moyens encore plus répréhensibles. Au moment même où la délégation chinoise arrivait à Hanoï pour les négociations, les autorités vietnamiennes ont expulsé plus de 10 000 nationaux chinois et citoyens vietnamiens et les ont rejetés dans les provinces du Guangxi et du Yunnan. D'après les statistiques incomplètes dont on dispose, le nombre des nationaux chinois et citoyens vietnamiens que vous avez jetés en Chine dépasse 200 000. Il faut que les autorités vietnamiennes cessent immédiatement cette déportation en territoire chinois de nationaux chinois et de citoyens vietnamiens. En outre, d'après les renseignements publiés, vous avez chassé des centaines de milliers de Vietnamiens d'origine chinoise et de citoyens vietnamiens qui ont pris la mer vers les pays de l'Asie du Sud-Est et un certain nombre d'autres pays et d'autres régions du monde, suscitant de grandes difficultés à ces pays. Voici quelque temps déjà que l'opinion mondiale et les pays en cause condamnent sévèrement les autorités vietnamiennes qui "exportent" des réfugiés. Or, dans la déclaration qu'elle a faite, la délégation du Gouvernement vietnamien a prétendu que l'expulsion massive de nationaux chinois et de citoyens vietnamiens vers la Chine avait eu lieu à l'instigation de la Chine, ce qui est absurde. Cette tentative d'esquiver les responsabilités est parfaitement vaine. On ne manquera pas de poser la question suivante : l'expulsion de centaines de milliers de Vietnamiens qui sont allés se réfugier dans les pays de l'Asie du Sud-Est et d'ailleurs a-t-elle eu lieu elle aussi à l'instigation de ces pays? Il est scandaleux, en vérité, que les autorités vietnamiennes en soient à déformer de façon aussi flagrante les faits!

Parallèlement à leurs activités antichinoises massives, les autorités vietnamiennes ont entrepris de mobiliser le parti, le gouvernement et l'armée en vue d'une guerre et ont accéléré le rassemblement de leurs forces militaires le long de la frontière sino-vietnamienne. Dans leurs directives à tous les organes subalternes de la hiérarchie, elles ont ouvertement désigné la Chine comme l'ennemi le plus immédiat et le plus dangereux et l'adversaire à combattre lors de la prochaine guerre et ils ont publié le slogan : la défaite de la Chine avant tout. Elles ont rassemblé plus de 200 000 hommes au Nord-Viet Nam et ont posté de nombreuses forces armées régulières le long de la frontière sino-vietnamienne. Dans son exposé sur l'éducation concernant la situation et les tâches nouvelles publié

Le 8 juillet 1978, le Département politique général de l'armée populaire vietnamienne a indiqué explicitement qu'une stratégie offensive serait adoptée contre la Chine et qu'une contre-attaque et une offensive résolue seraient menées à l'intérieur et au-delà des frontières. Les autorités vietnamiennes ont édifié un grand nombre de fortifications et autres installations militaires dans les régions proches de la frontière et ont constitué des stocks importants de matériel de guerre tout en réclamant à grands cris que les zones frontalières soient transformées en positions et en forteresses de guerre contre la Chine. La frontière sino-vietnamienne, naguère pacifique et amicale, a été transformée par les autorités vietnamiennes en un poste d'avant-garde pour l'invasion de la Chine. Les postes qui servaient autrefois à acheminer les fournitures et l'aide chinoises ont été transformés en places fortifiées dans un dessein d'agression contre la Chine. Le riz que le peuple chinois avait pu mettre de côté grâce à sa frugalité et faire parvenir au peuple vietnamien pour lui venir en aide sert à présent à approvisionner les forces armées vietnamiennes dans leurs opérations contre la Chine. Les armes et les munitions que la Chine avait données au Viet Nam pour lui permettre de combattre ses guerres anti-impérialistes sont maintenant utilisées pour massacrer les militaires et les civils chinois. C'est à partir de ces postes que les forces armées vietnamiennes n'ont cessé de faire irruption en territoire chinois, ont bombardé et attaqué sans relâche les zones frontières de la Chine et se sont livrées à des provocations armées de plus en plus nombreuses suivies d'incidents où le sang a été versé. En 1978, le nombre d'incidents de frontières provoqués par le Viet Nam a augmenté brutalement pour atteindre plus de 1 100. Au cours de la seule période allant du 1er janvier au 16 février 1979, ce nombre a atteint 129. De 1974 jusqu'à la date susmentionnée, les autorités vietnamiennes ont provoqué au total 3 535 incidents de frontière. Les forces armées vietnamiennes ont à maintes reprises envahi et attaqué nos villages frontaliers, ont bombardé des villes chinoises, des écoles, des hôpitaux, des habitations, des voies ferrées et des trains, et ont tué les habitants des villes frontières chinoises qui avaient répandu leur sang et leur sueur pour venir en aide au Viet Nam dans son combat anti-impérialiste. Rien que pendant les six mois qui ont précédé le 16 février cette année, ils ont envahi la frontière chinoise à 162 reprises et ont tué et blessé plus de 300 Chinois. Les scélérats n'ont pas même épargné des régions comme le Pingmeng dans le district de Napo au Guangxi, qui avait des liens étroits avec la révolution vietnamienne et dont les habitants, il y a plus de 30 ans, avaient assuré la protection du président Ho Chi Minh au péril de leur vie et appuyé ses activités révolutionnaires pendant tout son séjour. Dans la guerre de résistance du Viet Nam contre l'agression des Etats-Unis, la région de Pingmeng avait été l'une des principales voies par lesquelles une aide massive chinoise avait été acheminée au Viet Nam pour appuyer ses efforts de guerre. Or, rien que depuis 1978, les autorités vietnamiennes se sont livrées à plus de 100 provocations armées dans la région de Pingmeng, ont occupé des étendues de territoire chinois et ont brutalement fusillé les habitants. Quiconque a la moindre conscience morale aurait du mal à comprendre pourquoi vous piétinez d'une façon aussi outrageante la profonde amitié entre les révolutionnaires vietnamiens et le peuple du Pingmeng, une amitié qui avait été personnellement entretenue par le président Ho Chi Minh. N'éprouvez-vous pas au moins des remords de conscience lorsque vous rendez le mal pour le bien en trahissant l'amitié sino-vietnamienne? En violation délibérée des accords de frontière

sino-français et des principes qui ont été affirmés dans les lettres échangées entre la Chine et le Viet Nam en 1957-1958, les autorités vietnamiennes ont bouleversé le statu quo à la frontière, commettant des intrusions en territoire chinois et le grignotant peu à peu. Ils ont édifié des fortifications, posé des mines, dressé des fils barbelés et planté des chausse-trapes de bambou sur le sol chinois. Par ces incursions et provocations, les autorités vietnamiennes ont mis les habitants de la frontière chinoise dans l'impossibilité de poursuivre leurs activités de production et de mener une existence normale, causant de nombreuses pertes de vie humaines et de biens matériels; ils ont menacé et compromis la sécurité aux abords de la frontière et porté brutalement atteinte à l'intégrité et à la souveraineté territoriales de la Chine.

Les incidents provoqués et l'aggravation de la tension à la frontière sino-vietnamienne ne sont ni accidentels ni isolés : ils font partie de la campagne généralisée des autorités vietnamiennes contre la Chine. Longtemps, après la fondation de la République populaire de Chine et l'indépendance du Viet Nam, nos deux pays ont eu des relations de voisinage étroites et amicales. Le président Mao Zedong et le président Ho Chi Minh avaient à cœur personnellement de développer l'amitié sino-vietnamienne. Le monde entier saluait ces relations de "camarades et frères". Mais après la fin de la guerre de résistance du Viet Nam contre l'agression des Etats-Unis, les autorités vietnamiennes ont de plus en plus ouvertement changé de politique vis-à-vis de la Chine et se sont engagées, graduellement, et de propos délibéré dans une politique systématique d'opposition et d'hostilité à la Chine. De parallèles où l'éloge du passé était prétexte à dénigrer le présent, elles en sont venues à une campagne généralisée de diffamation de la Chine; de l'insinuation à l'insulte ouverte et à qualifier la Chine d'"ennemi le plus immédiat et le plus dangereux"; de l'expulsion de frontaliers, à une campagne antichinoise dans tout le pays; hier elles reconnaissaient la souveraineté de la Chine sur les îles Xisha et Nansha, aujourd'hui elles occupent des îles chinoises du groupe Nansha et même revendiquent les îles chinoises Xisha et Nansha et la propriété des deux tiers des eaux du golfe de Beibu. Hier c'étaient de petites revendications territoriales, aujourd'hui ce sont les incursions armées en territoire chinois et la provocation d'affrontements armés dans les zones frontalières. Bref, leur campagne d'opposition et d'hostilité à la Chine n'a cessé de s'intensifier et d'empirer. Ces actes d'intimidation sont devenus absolument intolérables.

En dépit de tout cela, la Chine a longtemps fait preuve de modération et de patience face aux pratiques vietnamiennes en vue de détériorer les relations sino-vietnamiennes et c'est avec la plus totale sincérité qu'elle a essayé de sauvegarder les relations amicales entre la Chine et le Viet Nam et l'amitié traditionnelle entre les deux peuples. A maintes reprises, par des avis, des avertissements et des mises en garde, nous avons exprimé l'espoir que la partie vietnamienne ferait cas de l'amitié sino-vietnamienne et cesserait ses provocations armées avant qu'il ne soit trop tard. En même temps, d'ordre du Gouvernement chinois, nos troupes et nos milices frontalières se sont abstenues de riposter afin d'éviter des affrontements armés avec le Viet Nam, même lorsque celui-ci tirait sur elles et causait de lourdes pertes du côté chinois. Nous avons

toujours soutenu qu'il est conforme aux intérêts fondamentaux de nos deux pays et au désir commun de nos deux peuples de maintenir et de renforcer l'amitié qui s'est forgée entre les deux peuples au cours de longues années de lutte révolutionnaire. Bien qu'il y ait entre nous de sérieuses divergences de principe sur un certain nombre de questions, cela ne doit pas affecter les relations amicales qui existent de longue date entre nos deux pays. La Chine n'a jamais essayé d'imposer ses vues ni sa ligne au Viet Nam. Nos dirigeants ont affirmé à plusieurs occasions aux dirigeants vietnamiens que la Chine n'avait aucunement l'intention de demander à quiconque de partager ses vues et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter du fait que les deux parties avaient des vues différentes sur certaines questions. Rien que de naturel à ce que chacun envisage les choses à sa façon, chaque partie s'en tenant à son point de vue. L'amitié sino-vietnamienne aurait pu se poursuivre et continuer à se développer si les deux parties avaient eu la volonté sincère de maintenir notre amitié et notre solidarité et avaient agi en conséquence. C'est avec cette volonté que les dirigeants chinois, à maintes reprises ces dernières années se sont entretenus sincèrement et franchement avec les dirigeants vietnamiens et ont fait de nombreuses propositions honnêtes et raisonnables en vue d'améliorer les relations sino-vietnamiennes et de résoudre les différends. Le premier ministre Zhou Enlai a eu maints échanges de vues avec les dirigeants vietnamiens. En septembre 1975, le vice-premier ministre Deng Xiaoping s'est entretenu de cette question avec Le Duan, premier secrétaire du Comité central du parti des Travailleurs du Viet Nam. En juin 1977, lorsqu'il a rencontré le premier ministre Pham Van Dong, le vice-premier ministre Li Xiannian a abordé franchement un certain nombre de problèmes importants touchant nos relations. A nouveau, en novembre 1977, le président Hua Guofeng s'est entretenu avec le secrétaire général Le Duan et a exprimé l'espoir sincère que les deux parties échangent des vues et entreprendraient des efforts communs pour éviter que les problèmes existant entre la Chine et le Viet Nam ne continuent à compromettre notre amitié. Mais malheureusement, le Viet Nam n'a absolument pas tenu compte de la volonté sincère et des propositions positives de la Chine et a persisté comme devant. Les dirigeants vietnamiens ont certes déclaré aux dirigeants chinois que le Viet Nam "ne fera rien pour compromettre l'amitié entre nos deux partis et entre nos deux pays ou pour nuire à la Chine" et ont affirmé que "sur les questions importantes les positions vietnamienne et chinoise ne sont pas très éloignées". Mais en fait, les autorités vietnamiennes ont continué à intensifier leur opposition et leur hostilité à la Chine et à aggraver la tension. Dans ces conditions, la Chine a fait à plusieurs reprises des représentations solennelles au sujet des provocations vietnamiennes et a averti le Viet Nam que celles-ci devaient cesser avant qu'il ne soit trop tard sinon il porterait la responsabilité de toutes les conséquences. Or, le Viet Nam a pris la patience de la Chine pour un signe de faiblesse. Faisant la sourde oreille aux avertissements et aux mises en garde bien intentionnés de la Chine, et plus éhonté que jamais, il a continué à intensifier ses provocations armées et ses incursions. Ce n'est que lorsque les choses sont devenues intolérables que les troupes frontalières chinoises ont exercé leur droit de légitime défense et ont lancé la contre-attaque nécessaire contre les agresseurs vietnamiens. Comment aurait-il pu en être autrement alors que les autorités vietnamiennes nous ont obligés à faire ce que nous ne voulions pas? Il faut le dire : la responsabilité de l'aggravation générale des relations sino-vietnamiennes ces dernières années et sa transformation rapide en un conflit armé ouvert est tout entière du côté du Viet Nam.

La Chine a toujours été partisane de régler pacifiquement les différends entre nos deux pays et c'est le Gouvernement chinois qui a proposé à maintes reprises la présente série de négociations et qui s'est employé à ce qu'elles aient lieu. Par ses efforts constructifs pour garantir la paix et la stabilité le long de la frontière sino-vietnamienne et restaurer des relations normales entre les deux pays, la Chine s'est attiré la sympathie et l'appui de tous les pays et de tous les peuples épris de paix et de justice dans le monde entier. Dans ses paroles comme dans ses actes, la Chine est franche et sans dissimulation. Sa contre-attaque de légitime défense était une action juste et a porté un rude coup à la politique hégémonique d'agression et d'expansion, et contribué à consolider la sécurité et la stabilité dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Les autorités vietnamiennes s'obstinent encore à poursuivre une politique d'hostilité antichinoise et à entretenir délibérément la tension le long de la frontière sino-vietnamienne. Confondant le bien et le mal et inversant les valeurs, elles taxent calomnieusement la légitime contre-attaque de la Chine d'acte d'"agression" et de "visées expansionnistes" lui prêtant l'intention "d'annexer le Viet Nam", etc. Ces accusations sont absolument sans fondement. Après le repli total en territoire chinois, le 16 mars, de toutes les troupes chinoises des garnisons frontalières, les autorités vietnamiennes ont persisté à prétendre mensongèrement que celles-ci continuaient d'occuper un certain nombre de positions en territoire vietnamien. Mais, ce faisant, elles se contredisent elles-mêmes et leur mensonge ne résiste pas à l'examen. Elles n'ont agi ainsi que pour poser un préalable à la tenue des négociations sino-vietnamiennes, espérant de cette façon en "reporter" l'ouverture. Ce n'est que lorsque la vérité est apparue au grand jour, leur attirant la condamnation de l'opinion mondiale, qu'elles ont été contraintes d'abandonner ce prétexte déraisonnable. Mais lorsque les négociations ont commencé, elles se sont remises, afin d'y faire obstacle, à affirmer ces contre-vérités. Cette tactique ne peut manquer de faire douter l'opinion publique de la sincérité du Viet Nam à l'égard de ces négociations. Les autorités vietnamiennes n'ont pas reculé devant les calomnies les plus ignobles à l'égard des troupes frontalières chinoises exploitant le goût du sensationnel jusqu'à la table des négociations en inventant les prétendus "crimes" commis par les soldats chinois. Ces mensonges grossiers ne tromperont pas les peuples du monde, mais ne serviront qu'à dévoiler les stratagèmes auxquels on s'abaisse du côté vietnamien. La Chine s'est toujours conformée aux cinq principes de la coexistence pacifique, s'opposant à toute politique d'hégémonie et d'impérialisme fondée sur l'agression et l'expansion. Actuellement engagée dans la réalisation d'un programme de modernisation socialiste, elle a besoin de frontières paisibles et tranquilles et d'un environnement international pacifique. Si elle s'est défendue contre les agresseurs vietnamiens, c'est précisément parce qu'elle tenait à garantir la paix et la tranquillité à ses frontières, afin que le peuple chinois puisse vivre et travailler paisiblement et mener à exécution le programme de modernisation de la patrie socialiste. La Chine ne veut pas un pouce du territoire vietnamien dans lequel n'est pas stationné un seul de ses soldats. La Chine a toujours été fidèle à sa parole, aussi comment peut-on parler "d'agression" et "d'expansion"? Il est dans l'intérêt tant du peuple chinois que du peuple vietnamien que la paix règne aux frontières de leurs pays. En s'employant à instaurer la paix et la tranquillité le

long de cette frontière, la Chine défend la cause de l'amitié traditionnelle qui unit ces deux peuples. Ce sont les autorités vietnamiennes et non la Chine, qui ont fait acte d'agression et de tentative d'expansion, et qui ont trahi cette amitié. Leur est-il possible de nier des faits devant lesquels pâlit toute rhétorique?

Ce paroxysme d'hostilité antichinoise que l'on observe chez les autorités vietnamiennes est la manifestation d'un nationalisme expansionniste chronique; pour réaliser leurs ambitions effrénées, elles se sont efforcées de tirer parti de la guerre victorieuse contre l'agression américaine. Entre-temps, utilisé comme un "solide avant-poste" par le "social impérialisme" soviétique en Asie du Sud-Est, le Viet Nam sert les intérêts de ce dernier dans sa poussée vers le sud de façon à s'assurer son appui contre la Chine et pour soutenir ses propres visées expansionnistes en Asie du Sud-Est. Lors de la dernière réunion, nos interlocuteurs vietnamiens ont déclaré que le Viet Nam n'avait aucune raison et qu'il n'était pas dans son intérêt de provoquer une situation de tension avec son voisin, la République populaire de Chine. En réalité, ce qui précède montre clairement quelle est la "raison" et quel est "l'intérêt". Les autorités vietnamiennes s'enorgueillissent de posséder d'importantes quantités d'armes et de munitions prises aux Etats-Unis ainsi que des avions, des chars et de l'artillerie de provenance soviétique, prétendant être "la troisième puissance militaire du monde" et "la première de l'Asie du Sud-Est". Fort de cette puissance, le Viet Nam s'est livré à des actes d'agression expansionnistes, lésant, ce faisant, les pays voisins. Non seulement les autorités vietnamiennes ont l'ambition d'annexer une partie du territoire chinois, mais encore elles brûlent de réaliser leur vieux rêve de "fédération indochinoise". Aussitôt la guerre finie, elles ont entrepris de dominer toute la région de l'Asie du Sud-Est. Pour y parvenir, elles ont commencé par soumettre complètement le Laos à leur contrôle, puis à la fin de 1978, elles ont, toute honte bue, lancé une massive agression armée contre le Kampuchea démocratique auquel elles ont imposé leur occupation militaire. Ces actes d'agression, en violation flagrante des principes régissant les relations internationales et des principes de la Charte des Nations Unies et qui portent atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des pays voisins leur ont attiré d'énergiques condamnations de la part de la communauté internationale. Elles sont considérées partout purement et simplement comme des agresseurs visant l'hégémonie régionale. Lorsque le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a été appelé à examiner le projet de résolution déposé par sept pays non alignés, demandant aux forces étrangères de se retirer du Kampuchea démocratique, et ultérieurement le projet de résolution sur la situation en Asie du Sud-Est déposé par les cinq pays de l'ANASE, ces textes ont bénéficié de l'appui d'une écrasante majorité. Cela indique bien l'isolement et l'impopularité que leurs actes d'agression et leurs visées expansionnistes ont valu sur le plan international à l'Union soviétique et au Viet Nam.

La Chine, indéfectiblement attachée à la juste cause de la résistance à l'impérialisme et à l'hégémonie, appuie résolument les peuples de tous les pays, y compris le Kampuchea et le Laos, dans la juste lutte qu'ils mènent pour défendre leur indépendance nationale, leur souveraineté et leur intégrité territoriale et,

œuvrant de concert avec tous les peuples et pays du monde épris de paix, s'efforce de contribuer à la sauvegarde de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans l'Asie du Sud-Est et dans la région de l'Asie et du Pacifique. C'est pourquoi les autorités vietnamiennes voient dans la Chine l'obstacle majeur à la poursuite de leur politique d'hégémonie régionale, et leur "ennemi No 1". Elles se sont alliées à l'Union soviétique pour s'opposer à la Chine et tenter de lever cet obstacle, afin de pouvoir poursuivre librement leurs agressions et leur expansion en Indochine et dans l'Asie du Sud-Est et ruiner l'effort de modernisation socialiste entrepris par la Chine. Cette tentative, il va sans dire, est vouée à l'échec.

Tous les pays et tous les peuples épris de paix exigent avec force l'évacuation du Kampuchea par les troupes de l'agresseur vietnamien, qui non seulement s'accrochent dans ce pays mais encore ont tenté d'intensifier leur offensive contre l'armée et le peuple patriotes du Kampuchea avant la fin de la saison sèche. Les autorités vietnamiennes attaquent impudemment, et nommément, les pays de l'ANASE parce qu'ils réclament à juste titre l'évacuation du Kampuchea par le Viet Nam et elles vont jusqu'à qualifier tous les appels lancés par ces pays en vue de l'évacuation du Kampuchea par les troupes étrangères de "trompeurs" et de "perfides" et leurs auteurs de "démons impérialistes et réactionnaires" et d'"opportunistes". Elles vont jusqu'à reprocher à la Chine d'être la source de tous ces "maux". Que tout cela est absurde et illogique! Maudire la Chine parce qu'elle demande au Viet Nam de retirer ses troupes du Kampuchea est au contraire la meilleure preuve que la Chine défend la même position que tous les pays et les peuples épris de paix et de justice. Au contraire, en tentant comme elles le font de jeter le blâme tout autour d'elles, les autorités vietnamiennes ne parviennent qu'à prouver qu'elles entendent agir comme l'ennemi des peuples du monde entier. La position que vous avez adoptée contre la Chine est impopulaire et votre nationalisme et votre expansionnisme s'attirent déjà la censure de l'opinion publique.

Après de longues années de guerre, les Vietnamiens méritent qu'on leur offre une chance de relèvement. Ils aspirent à retrouver les membres de leurs familles, à reconstruire leur foyer, à rétablir et développer leur production et à améliorer leurs conditions de vie. Or, après la fin de la guerre, les autorités vietnamiennes ont contrecarré les désirs profonds du peuple vietnamien. Comptant sur l'appui du social impérialisme soviétique, elles se sont livrées au militarisme et à un nationalisme expansionniste et commis des actes d'agression contre les pays voisins. Il va sans dire que cette façon d'agir ne pouvait recueillir l'appui de la population; aussi, dans ces conditions, les autorités vietnamiennes n'ont-elles pas hésité à saper l'amitié sino-vietnamienne; elles ont perfidement intensifié leur politique d'opposition et d'hostilité envers la Chine pour détourner l'attention du peuple vietnamien, mettre le pays sur le pied de guerre et réprimer le mécontentement populaire. Les autorités vietnamiennes considèrent maintenant la Chine non seulement comme leur "ennemi No 1" mais aussi comme leur "ennemi traditionnel". Mais, les autorités vietnamiennes ont beau tenter de créer un sentiment d'hostilité contre la Chine, aucune force au monde ne saurait effacer l'amitié traditionnelle qui unit les peuples de la Chine et du Viet Nam. Ces deux peuples sont amis depuis de nombreuses générations et ils le resteront pendant les générations à venir.

Résumons-nous. La délégation du Gouvernement chinois vient de faire un exposé concret des problèmes qui, ces dernières années, ont obéré nos relations plus particulièrement en ce qui concerne le conflit armé aux frontières, présentant les faits dans leur version authentique, et exposant ses vues. Les faits prouvent de manière concluante que la grave détérioration des relations sino-vietnamiennes doit être entièrement attribuée aux autorités vietnamiennes. Elle est due au fait que celles-ci poursuivent une politique de nationalisme expansionniste et d'hostilité envers la Chine, avec l'encouragement et l'appui soviétiques. Cette politique afflige et chagrine profondément le Gouvernement et le peuple chinois.

La délégation du Gouvernement chinois est arrivée à Hanoï, porteuse de l'amitié et des espoirs sincères du peuple chinois. Comme toujours, nous adopterons une attitude positive et chercherons à normaliser nos relations. En même temps, nous tenons à souligner que les autorités vietnamiennes non seulement se sont répandues en calomnies contre la Chine dès le début des négociations mais encore ont continué à masser des troupes le long de la frontière sino-vietnamienne, à bombarder les régions frontalières chinoises et à envoyer des éléments armés et des commandos pour se livrer à des provocations militaires, tuant, blessant et kidnappant les habitants des régions frontalières chinoises; ces autorités ont institué un état de mobilisation militaire générale dans tout l'ensemble du pays. Au cours des derniers jours, elles ont déversé dans les médias un torrent de propagande anti-chinoise effrénée, afin de faire pression sur la délégation du Gouvernement chinois, et elles ont été jusqu'à lancer des attaques personnelles contre ses membres. Quel ton les autorités vietnamiennes s'efforcent-elles là de donner aux négociations? Nous ne pouvons qu'attirer leur attention sur ces faits, avec toute la gravité qu'exige pareille situation. Nous sommes convaincus que tout cela ne peut que nuire aux progrès de ces négociations. Or, le peuple chinois comme le peuple vietnamien souhaitent que leurs délégations gouvernementales fassent tout leur possible pour surmonter les difficultés et permettre aux négociations d'aboutir. C'est pourquoi nous espérons que nos interlocuteurs vietnamiens prouveront leur bonne volonté par des actes, élimineront tous les éléments qui nuisent au bon déroulement des négociations et sauront créer une atmosphère favorable. Les autorités vietnamiennes devraient tenir compte de l'amitié traditionnelle et des intérêts fondamentaux des deux peuples, abandonner leur politique d'opposition et d'hostilité à la Chine et mettre un terme à leurs incursions dans les régions frontalières chinoises; elles devraient cesser de créer des tensions, afin que puissent s'instaurer des conditions propres à favoriser le rétablissement de relations normales entre les Etats, à assurer la paix et la tranquillité le long des frontières et à faciliter le succès des négociations.

Nous sommes convaincus que, pour que ces négociations soient fructueuses, et permettent de régler un certain nombre de questions concrètes, les deux parties doivent adopter une attitude sérieuse et sincère et rechercher des solutions pratiques et fondamentales qui soient adaptées à l'état réel des relations actuelles entre la Chine et le Viet Nam et qui aillent droit à la cause profonde de la détérioration de nos relations.

Dans le but d'entretenir l'amitié traditionnelle entre les peuples chinois et vietnamien, de servir l'intérêt commun de la Chine et du Viet Nam et de leurs deux peuples et de renforcer la paix et la stabilité en Indochine, en Asie du Sud-Est et dans la région de l'Asie et du Pacifique, la délégation gouvernementale chinoise, animée par le désir sincère de régler les questions en litige, présente la proposition suivante, énonçant les principes destinés à régir les relations entre la Chine et le Viet Nam.

1. Les deux parties rétabliront des relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux pays sur la base des cinq principes du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-agression réciproque, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie, de l'égalité et de la réciprocité des avantages et de la coexistence pacifique. Elles rechercheront par le moyen de négociations pacifiques une solution raisonnable aux différends et problèmes qui existent dans les relations entre les deux pays.

2. Aucune des deux parties ne doit chercher à établir son hégémonie en Indochine, en Asie du Sud-Est ou en aucune autre région du monde et chacune s'opposera aux efforts de tout autre pays ou groupe de pays visant à établir pareille hégémonie. Aucune des deux parties ne stationnera de troupes dans d'autres pays, et les troupes actuellement stationnées à l'étranger devront être ramenées sur leur propre sol. Aucune des deux parties n'adhérera à un bloc militaire hostile à l'autre, ne fournira des bases militaires à d'autres pays ou n'utilisera le territoire et les bases d'autres pays pour menacer l'autre partie ou aucun autre pays, ou pour perpétrer des actes de subversion ou d'agression armée à son encontre.

3. Les deux parties respecteront le tracé de la frontière sino-vietnamienne délimitée dans les accords de délimitation sino-français a/, qui serviront de base pour un règlement négocié de leurs différends frontaliers et territoriaux. Dans l'attente d'un règlement de la question de la frontière, les parties maintiendront strictement l'état de fait existant au moment de l'échange de lettres entre les Comités centraux des partis chinois et vietnamien en 1957-1958 et ne tenteront pas de modifier unilatéralement et par la force, sous quelque forme ou sous quelque prétexte que ce soit, l'étendue actuelle de leur juridiction le long de la frontière.

a/ Convention entre la France et la Chine, relative à la délimitation de la frontière entre la Chine et le Tonkin [British and Foreign State Papers, 1892-1893, vol. LXXXV, p. 748 (London, Her Majesty's Stationery Office, 1899)] et Convention entre la France et la Chine, complémentaire de la Convention de délimitation de la frontière entre le Tonkin et la Chine du 26 juin 1887 [Ibid., 1894-1895, vol. LXXXVII, p. 523, (London, Her Majesty's Stationery Office, 1900)].

4. Chaque partie respectera la souveraineté de l'autre sur les 12 milles nautiques de sa mer territoriale, et les deux parties délimiteront de manière équitable et raisonnable leur zone économique et leur plateau continental respectifs, conformément aux principes pertinents du droit international de la mer contemporain.

5. Les îles Xisha et Nansha ont toujours constitué une partie inaliénable du territoire chinois. Le Viet Nam reviendra à sa position antérieure qui était de reconnaître ce fait et respectera la souveraineté chinoise sur ces deux groupes d'îles; elle retirera tous ses personnels des îles du groupe Nansha qu'elle a occupées.

6. Les ressortissants d'un pays résidant dans l'autre pays respecteront les lois de ce dernier ainsi que les us et coutumes locales et s'efforceront de participer à son développement économique et culturel. Le gouvernement du pays de résidence garantira à ces personnes les droits et intérêts qui sont normalement les leurs en ce qui concerne la résidence, les déplacements, la rémunération du travail et l'emploi et assurera leur sécurité personnelle et celle des biens qu'elles ont légalement acquis dans ce pays. Chaque partie traitera d'une manière amicale les ressortissants de l'autre partie qui résident sur son territoire et s'interdira de les persécuter ou de les expulser illégalement.

7. Eu égard au désir légitime de regagner leur patrie des nationaux vietnamiens que les autorités vietnamiennes ont rejetés par la force en territoire chinois, le Gouvernement vietnamien doit accueillir ces personnes dans le pays et les réinstaller de manière appropriée aussitôt que possible. Le Gouvernement chinois est disposé à faciliter leur prompt retour par tous les moyens.

8. Le rétablissement des liaisons ferroviaires, commerciales, aériennes, postales et des services de télécommunication ainsi que d'autres liens bilatéraux se fera par voie de consultations entre les départements concernés des deux pays.

La proposition en huit points que nous présentons ci-dessus énonce les principes fondamentaux qui permettront d'améliorer les relations entre la Chine et le Viet Nam et de régler les différends qui s'y rapportent. Cette proposition est raisonnable et concrète, elle est en harmonie avec les intérêts fondamentaux des deux peuples et répond aux vœux des peuples d'Asie du Sud-Est et du monde. Cette proposition, s'il est possible de la mettre en application, éliminera les tensions sur la frontière sino-vietnamienne, rétablira des relations normales entre les deux pays, consolidera l'amitié traditionnelle entre les deux peuples et contribuera au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Indochine, en Asie du Sud-Est et dans le monde.

S'agissant du rapatriement des personnels chinois et vietnamiens faits prisonniers pendant le conflit armé à la frontière, la Chine a, pour des raisons humanitaires, relâché immédiatement un grand nombre de soldats vietnamiens faits prisonniers au cours de la contre-attaque qu'elle a lancée dans l'exercice du droit de légitime défense. Nous espérons que les deux parties procéderont à une date rapprochée au rapatriement des prisonniers et nous proposons que les sociétés de la Croix-Rouge des deux pays soient expressément chargées de réaliser cet objectif par la voie de négociations.

Nous avons étudié la "proposition en trois points" pour le règlement des problèmes concernant les relations entre les deux pays présentée par la partie vietnamienne à la première séance plénière des négociations sino-vietnamiennes (A/34/201-S/13257, annexe). Il convient cependant de souligner que votre proposition élude les problèmes de fond essentiels concernant les relations entre les deux pays et que, partant, on ne voit pas comment elle pourrait conduire à une solution réelle. En outre, nous ne pouvons pas ne pas faire observer qu'alors même que les autorités vietnamiennes demandaient dans leur proposition que les deux parties mettent un terme à tous les actes de provocation guerrière et à tous les actes d'hostilité, elles n'ont jamais cessé leurs provocations et leurs incursions armées à proximité de la frontière sino-vietnamienne, dans un effort délibéré pour entretenir et accroître les tensions. Au moment même où vous soumettiez la "proposition en trois points", vous continuiez d'intensifier votre propagande anti-chinoise et vos clameurs guerrières, empoisonnant ainsi l'atmosphère des négociations. On ne peut donc s'empêcher de se demander si votre "proposition en trois points" a été véritablement présentée en vue de rechercher une solution réelle et non pas à des fins de propagande.

Nous espérons que la partie vietnamienne examinera attentivement la proposition constructive de la partie chinoise et y répondra de manière positive.
